

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/78
28 novembre 2000

(00-5106)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: espagnol

QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 15-17 NOVEMBRE 2000

Déclaration du Pérou

Communication de l'ANASE concernant le "traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le commerce mondial des produits agricoles" (G/AG/NG/W/55)

Sur le fond, le Pérou partage les préoccupations que l'ANASE a exposées dans sa communication relative au traitement spécial et différencié.

L'objectif des négociations en cours est de renforcer les règles multilatérales qui régissent le commerce international et de mener plus avant le processus de réforme du commerce des produits agricoles entamé lors du Cycle d'Uruguay.

De l'avis du Pérou, ces négociations doivent porter sur toutes les questions régies par l'Accord sur l'agriculture, et en particulier, sur celles qui ont un intérêt prioritaire pour les pays en développement, de sorte que le fait de réaffirmer les principes généraux du GATT vise à consolider un système de commerce des produits agricoles équilibré, transparent et prévisible.

L'Accord sur l'agriculture, issu du Cycle d'Uruguay, a contribué dans une grande mesure à la mise en route du processus de réforme du commerce des produits agricoles. Cependant, les pays en développement n'en ont retiré que peu de bénéfices, en particulier en ce qui concerne l'obtention d'un meilleur accès aux marchés des pays développés.

Le Pérou est un pays en développement importateur net de produits alimentaires. Cela signifie qu'il fait partie du groupe de pays qui était disposé à supporter les effets négatifs – censés être de courte durée – du programme de réforme, dans le seul but de prendre part à un processus de libéralisation qui devait créer, pour tous, de plus grandes possibilités d'expansion commerciale et de croissance économique.

Aujourd'hui pourtant, le Pérou partage la frustration des autres pays en développement importateurs nets de produits alimentaires qui ont vu leur situation de sécurité alimentaire se détériorer progressivement et qui n'ont pas trouvé sur le marché, en contrepartie, les conditions qui auraient dû leur permettre d'accroître leur productivité agricole et de développer leur propre capacité d'exportation.

La Décision ministérielle de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires doit certes être mise en œuvre de manière juste et efficace, mais il s'agit là d'une question qui est en cours d'examen dans le cadre du processus de négociation du Conseil général.

La situation et les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ne seront cependant pas résolues avec des

palliatifs temporaires relevant de l'assistanat. Les faits démontrent que cette approche n'est pas suffisante et le Pérou estime que cette lacune doit être comblée à l'occasion du processus de négociation en cours. Cela signifie que, à la nécessité que la décision de Marrakech déjà en vigueur soit appliquée de manière juste, s'ajoute celle de réunir, sur le marché, les conditions qui permettent de stimuler la production et la productivité agricoles de ce groupe de pays.

Cela requiert l'octroi d'un traitement particulier et la mise en place de mesures adaptées à la réalité des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, comprenant notamment, la concession de délais plus longs pour l'application des engagements en matière de réduction des droits de douane; l'autorisation de recourir à certains niveaux et certains types de soutien interne pour le développement du secteur agricole; l'instauration d'une assistance technique et financière; et l'octroi de plus grandes possibilités et de meilleures conditions d'accès aux marchés des pays développés pour les produits de ces pays, afin de contribuer au développement de leurs exportations.

Le gouvernement du Pérou a déployé des efforts considérables pour garantir l'accès aux produits alimentaires à ses populations les plus démunies, son objectif prioritaire étant de garantir la sécurité alimentaire. Par ailleurs, le Pérou travaille au développement d'un secteur agricole moderne propice à l'exportation, en se concentrant sur une catégorie de produits dont les chances de succès sur le marché international sont avérées. À cet égard, il convient de souligner l'importance croissante de la transformation des produits agricoles qui constitue un élément important de la croissance économique.

En dépit des grands efforts qui ont été déployés et des progrès qui ont été réalisés, cet objectif ne pourra être pleinement atteint que si les conditions requises pour stimuler la production et le développement de la productivité du secteur agricole sont réunies, et si le marché est prévisible et transparent.

Accès aux marchés

En matière d'accès aux marchés, il est nécessaire d'éliminer les crêtes tarifaires et la progressivité des droits, deux facteurs de limitation du développement et de la diversification des exportations des pays en développement. En effet, la progressivité des droits a un effet pervers sur les possibilités de développement du secteur des produits agricoles transformés de pays comme le Pérou.

Il est nécessaire par ailleurs que les pays développés réduisent substantiellement leurs droits de douane.

Les pays en développement, et en particulier les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ne doivent pas être obligés d'abaisser le niveau des droits consolidés, dans la mesure où la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire n'ont pas été éradiquées.

L'accès aux marchés des produits agricoles qui revêt une importance particulière pour les pays en développement doit être accru de manière tangible.

En ce sens, il est fondamental de renforcer et de rendre effectives les dispositions de l'Accord relatives aux mesures d'incitation au développement de cultures alternatives et au remplacement des cultures illicites. Par ailleurs, nous soutenons la proposition présentée par l'ANASE visant à une libéralisation complète du commerce des produits agricoles tropicaux.

Soutien interne

En matière de soutien interne, les disciplines actuelles, ainsi que la réglementation relative aux réductions, se sont révélées insuffisantes et ont même conduit à une augmentation du niveau de soutien interne qui s'est répercutée sur la production et sur le commerce.

Il est capital de réduire substantiellement les mesures d'aide qui ont été utilisées de manière disproportionnée par les pays développés, ce qui a engendré d'importantes distorsions du commerce des produits agricoles. Il est nécessaire de simplifier la classification du soutien interne, que ce soutien soit attribué de manière transparente et n'ait pas d'effet de distorsion sur la production et le commerce.

Dans le cadre du traitement spécial et différencié, les pays en développement doivent bénéficier de la flexibilité nécessaire pour atteindre leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale.

Subventions à l'exportation

La grande quantité de subventions à l'exportation dont font usage un petit nombre de pays développés est à l'origine de l'accentuation des problèmes d'insécurité alimentaire et de pauvreté rurale des pays en développement.

Ces subventions tendent à freiner le développement de la production agricole nationale dans les pays en développement, puisqu'elles créent un contexte commercial dans lequel prévalent la concurrence déloyale et des niveaux de prix faussés, de sorte que les facteurs prix et qualité ne peuvent plus servir d'indicateurs pour la prise de décisions. Le fait que ces subventions persistent provoque des distorsions considérables sur le marché international.

Pour toutes ces raisons, les pays développés doivent éliminer les subventions à l'exportation.

La situation particulière des pays en développement doit être prise en compte pour que ceux-ci puissent jouir de la flexibilité nécessaire.

* * * * *

Il est vital pour les pays en développement d'atteindre rapidement les objectifs énoncés dans l'Accord sur l'agriculture. Il est nécessaire que les mesures relatives au traitement spécial et différencié soient renforcées et plus efficaces, afin que ce groupe de pays puisse retirer de plus grands bénéfices du commerce mondial des produits agricoles.

Le principe du traitement spécial et différencié doit être consolidé et ne doit pas être limité à l'octroi de délais plus longs ou à une coopération technique destinée à faciliter la mise en œuvre des engagements pris par ces pays. Il est indispensable d'accroître les possibilités et d'améliorer les conditions d'accès aux marchés des produits agricoles provenant des pays en développement, et de créer les conditions requises pour l'augmentation effective de la présence de ces pays sur le marché.
